

1) L'Italie a un nouveau (ancien) Président de la République



Sergio Mattarella va donc commencer un second mandat de 7 ans le 03 février 2022. Il a été élu au 8^e tour de scrutin avec 759 voix (il est le plus voté après **Sandro Pertini** ; le quorum était de 509 voix), malgré son opposition initiale ; c'est l'élection la plus longue depuis 1994 ; il avait commencé son déménagement et il a dû réaménager ses meubles personnels au Quirinal. C'est à la fois une bonne nouvelle, car Mattarella s'est toujours révélé un garant honnête de la Constitution avec sa formation de démocrate-chrétien un peu de gauche et honnête ; mais c'est aussi une mauvaise nouvelle, car c'est la manifestation la plus claire de l'incapacité des forces politiques de droite comme de gauche à élaborer une politique cohérente et à dégager un homme d'État assez fort pour s'imposer. Il y en avait un, **Mario Draghi**, mais s'il avait abandonné la Présidence du Conseil, cela aurait sûrement provoqué une crise ministérielle, dont personne ne voulait. Pourquoi ? une forte raison est que les prochaines élections législatives (*le elezioni politiche*) réduiront le nombre de parlementaires de 630 députés à 400 et de 315 à 200 sénateurs ; cela signifie que 345 d'entre eux allaient perdre leur poste immédiatement au lieu de le garder jusqu'au printemps 2023.

Or ce parlement fonctionne actuellement comme un ensemble de clans tribaux principalement soucieux de conserver leur poste d'élu, en se combattant comme de petits groupes ethniques attachés à leur terre. **Salvini** a ainsi tenté de rassembler droite et extrême droite sur une candidate de *Forza Italia*, **Maria Elisabetta Casellati**, Présidente du Sénat, mais n'y est pas parvenu, et **Silvio Berlusconi** a dû retirer sa candidature ; quant à la centriste **Elisabetta Belloni**,



haut-fonctionnaire formée à la LUISS, l'université créée et soutenue par la *Confindustria*, le *Medef* italien, elle n'a pas non plus réussi, elle était soutenue par **Beppe Grillo** ; le M5S est totalement balcanisé entre ses tendances, **Luigi Di Maio** domine pour l'instant sur **Giuseppe Conte**, mais il était il y a peu encore hostile à **Mattarella** ; le PD était divisé entre ceux qui soutenaient la ligne d'**Enrico Letta**, favorable à **Draghi** au Quirinal, et ses opposants... De l'avis de nombreux observateurs, l'Italie a aujourd'hui le pire Parlement de son histoire, capable de soutenir successivement trois majorités contradictoires (M5S + Ligue, M5S + PD, coalition actuelle allant de la Ligue au PD).

Mattarella est né à Palerme en 1941 ; après des études chez les Maristes, il fait des études de droit à la Sapienza de Rome et devient avocat, puis enseignant à l'université de Palerme ; en 1980, son frère **Piersanti**, chargé alors de la lutte antimafia, est assassiné par la mafia, et **Sergio** commence alors sa

carrière politique, après avoir milité dans l'Action Catholique, puis à la Démocratie Chrétienne, dans le courant d'**Aldo Moro** considéré comme plus progressiste. Élu député, il sera ministre de plusieurs gouvernements, juge de la Cour Constitutionnelle, pour être finalement élu à la présidence de la République par 665 voix en janvier 2015, avec l'appui du centre gauche mais l'hostilité du M5S et du Parti de **Silvio Berlusconi**, *Forza Italia*. Il avait dans les sondages l'estime d'une majorité d'Italiens.

Vue la médiocrité de la classe politique italienne, il était clair que les marchés, les banquiers et les analystes étaient favorables au maintien de **Draghi** à la Présidence du Conseil. Maintenant il va falloir trouver un mode de scrutin plus proche du système proportionnel, le seul qui permettrait aux électeurs d'obtenir un Parlement plus conforme à leurs intérêts, même si cela rendrait plus difficile la constitution d'un gouvernement : c'est le peuple qui doit décider, et la démocratie italienne ne résistera pas longtemps en continuant à se confier à un « héros » individuel tel qu'est **Draghi**.

Et puis peut-on diriger une nation comme une banque ? Certes en cela, **Draghi** a été efficace : selon les chiffres officiels, durant la pandémie, plus d'un million de personnes sont tombées dans la pauvreté, 10% des plus riches ont augmenté leur richesse de 52,3%, tandis que pour la moitié la plus pauvre elle n'a augmenté que de 8,6% ; la disparité entre les exploités (les « pauvres ») et les « riches », les exploités, n'a fait qu'augmenter, comme sur le plan mondial : les 500 personnalités les plus riches ont vu leur patrimoine augmenter de près de 900 milliards d'euros tandis que 150 millions de personnes sont tombées sous le seuil de pauvreté. Pourquoi s'étonner de tant d'abstentions, en l'absence d'une opposition dotée d'un programme différent, cohérent et convainquant ?

Rappelons la **composition actuelle du Parlement** et des délégués régionaux que nous ont demandée quelques lecteurs :

Centre droit (Ligue, Forza Italia-UDC, Fratelli d'Italia, Coraggio Italia-Idea Cambiamo, Noi con l'Italia) = 451,

Centre gauche (M5s, PD, LiberiEUGuali) = 407

Italia viva = 44,

Centre (Centredémocratique, Movimento associativo italiani all'estero, Azione-Più Europa) = 57,

Ex-M5s = 65,

Minorités linguistiques = 10,

Groupe Mixte = 7 + 6 Sénateurs à vie = Giorgio Napolitano, Mario Monti, Elena Cattaneo, Renzo Piano, Carlo Rubbia, Liliana Segre.

Total = 1009.

2) Pour mieux retenir le nom des parties des Alpes et pour revenir à l'école de notre enfance :

Dans son roman *Sangue giusto* (Bompiani, 2021, p.221), Francesca Melandri rappelle la formule mnémotechnique (la *filastrocca*) enseignée (autrefois ?) aux petits italiens pour retenir la liste des chaînes alpines le long de la frontière avec la France, la Suisse l'Autriche et la Slovénie.

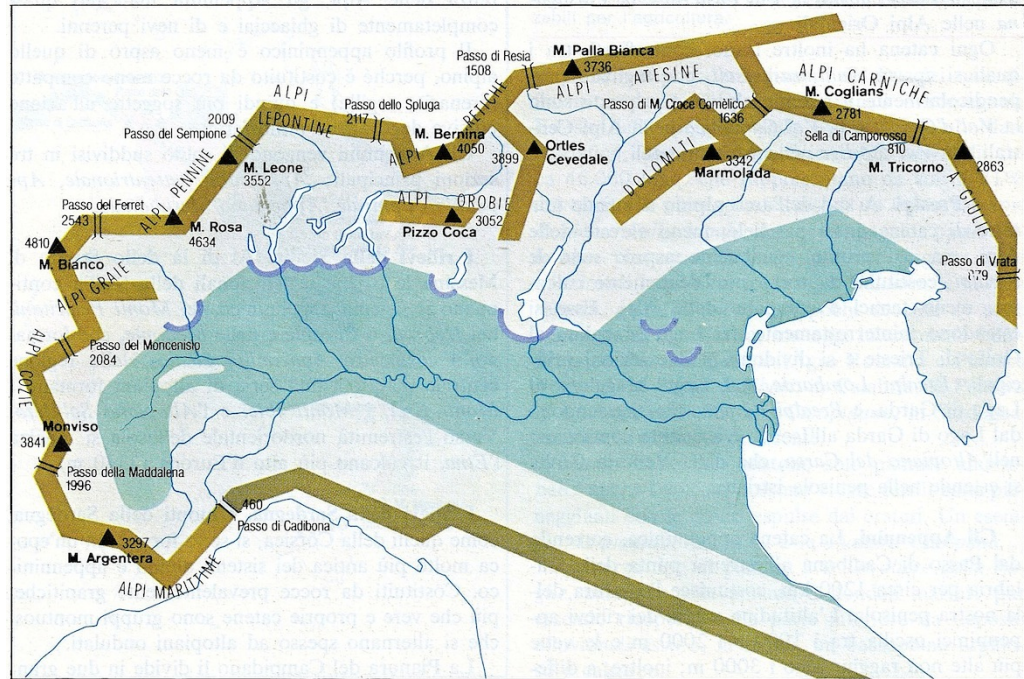
Nous indiquons à la suite une autre formule plus complète.

Selon l'auteur ; c'était aussi une « *cantilena* », on la chantait.

Macongranpenalerecagiù

(= Mais à grand-peine il les jette)

- Ma : [Marittime](#),
- Con : [Cozie](#),
- Gran : [Graie](#),
- Pena : [Pennine](#),
- Le : [Lepontine](#),
- Re-ca : [Retiche](#) e [Carniche](#),
- Giù : [Giulie](#).



Ma con gran pena le reti Attilio cala giù

(= Mais à grand-peine Attilio jette les filets)

- Ma : [Marittime](#);
- Con : [Cozie](#),
- Gran : [Graie](#),
- Pena : [Pennine](#),
- Le : [Lepontine](#),
- Reti : [Retiche](#)
- Attilio : [Atesine](#),
- Cala : [Carniche](#),
- Giù : [Giulie](#).

3) Trois disparitions : David Sassoli, Monica Vitti, Elena Curti :



On ne connaissait pas beaucoup **David Maria Sassoli**, qui fut Président du Parlement européen pratiquement jusqu'à sa mort, le 11 janvier 2022. Il était né à Florence le 30 mai 1956, mais avait passé son enfance à Rome, pour suivre son père quand celui-ci alla travailler pour *Il Popolo*, le quotidien de la Démocratie Chrétienne. Il épousera très jeune une camarade de Lycée, **Alessandra Vittorini**. Il grandit donc dans le monde du catholicisme progressiste, représenté à Florence par **Giorgio La Pira** (1904-1977), qui fut maire de la ville de 1951 à 1957 et de 1961 à 1965, celui qui lutta pour la paix, il avait reçu Krouchtchev, après son rapport sur Staline et l'avait, dit-on embrassé sur la bouche, à la russe, celui aussi qui fit réquisitionner les riches villas inoccupées de la ville pour y loger des sans-abri, au grand scandale de la droite. Devenu journaliste, il collabore à plusieurs organes de presse puis à *Il Giorno*, avant de devenir intervenant à la télévision.

Il adhère au parti Démocrate (PD) lorsqu'il se crée en 2007, est élu député européen en 2009 et devient chef du groupe de son parti ; après sa troisième réélection, il est élu en 2019 président du Parlement qu'il anima toujours dans l'esprit de **Jean Monnet**. Il était convenu avec le parti Populaire qu'ils se partageraient son mandat, d'où, après sa mort, l'élection de la maltaise **Roberta Metsola**. Il fut un politique européen d'un grand dynamisme, d'une profonde cohérence, d'une belle honnêteté. Une belle figure à ne pas oublier, qui nous rappelle aussi combien le PD est une forme moderne de la gauche de l'ancienne Démocratie Chrétienne, plus qu'un héritier de l'ancien Parti Communiste Italien.

De **Monica Vitti**, toute la presse française a parlé lors de sa mort le 02 février 2022. Elle était née sous le nom de **Maria Luisa Cecciarelli**, le 03 novembre 1931 à Rome bien que d'origine sicilienne. Après des études théâtrales, elle se lance dans cette activité avec un nouveau nom tiré de celui de sa mère (Mme Vittiglia) ; elle joue quelques grands auteurs, rencontre **Michelangelo Antonioni** (1912-2007) au cours d'une représentation de **Feydeau** ; c'est le coup de foudre, et elle devient son actrice et sa compagne ; elle tourne sous sa direction *l'Avventura* en 1958, un film qui change le cours du cinéma, suivi de *La Notte* en 1961, de *l'Eclisse* en 1962 (Image à droite reprise de *Le Monde* du 04 février), *Deserto Rosso* en 1964. Elle se sépare



sentimentalement d'**Antonioni**, avec qui elle tournera pourtant encore *Il mistero di Oberwald* en 1980. Elle travaille plusieurs fois avec des chanteuses, tourne dans plusieurs films de **Roger Vadim**, **Joseph Losey**, **Dino Risi**, **Tinto Brass**, **Luciano Salce**, **Mario Monicelli**, **Alberto Sordi**, **Carlo Di Palma**, son second mari, et reçoit un Lion d'Or pour l'ensemble de sa carrière en 1995. Elle soutient le PCI puis l'Ulivo avec son dernier mari, l'acteur **Roberto Russo** (1947-) qui vient d'annoncer sa mort.

On se souvient du film de **Marco Bellocchio** de mai 2009, *Vincere, Vincere, Vincere*, qui racontait la



relation de **Benito Mussolini** avec **Ida Daiser** en 1914 et la naissance de leur fils, mère et fils que le Duce fait interner dans un hôpital psychiatrique pour les éliminer de sa vie et ne pas compromettre son mariage avec **Rachele Guidi**. Mais la presse française ne semble pas avoir parlé de la mort d'**Elena Curti** le 17 janvier 2022, la fille cachée de **Mussolini**, née d'une liaison entre le Duce et **Angela Cucciati**, la femme du militant fasciste (un « *squadrista* ») **Bruno Curti**, venue lui demander la libération de son mari emprisonné pour l'assassinat d'un professeur de gauche. **Mussolini** ne résistait jamais à un jupon, et le résultat de leur rencontre fut la naissance d'**Elena** le 19 octobre 1922,

huit jours avant la marche sur Rome. **Mussolini** ne la reconnut jamais, mais à partir de 1941, il voulut la connaître et à Salò il l'avait reçue une trentaine de fois. Plein d'admiration pour lui, elle l'accompagnait lors de sa fuite vers la Suisse le 27 avril 1945, suscitant la jalousie de **Claretta Petacci**, alors la maîtresse de **Mussolini** et qui fut exécutée avec lui, et elle fut témoin de son arrestation, sinon de sa mort. Après avoir fait 5 mois de prison, elle alla vivre une quarantaine d'années dans l'Espagne franquiste et ne rentra en Italie qu'en 2000 (Voir son interview par **Luc Resson** sur <https://www.memoires-en-jeu.com/varia/temoin-de-la-derniere-heure->). Elle meurt presque centenaire, affirmant toujours son incertitude sur la paternité de **Mussolini** que sa mère lui avait apprise en 1941.



4) De quoi devons-nous avoir peur ? Un livre à lire :

Amedeo Fenello, professeur d'Histoire Médiévale à l'Université de l'Aquila, vient de publier un livre dont on dit qu'il faut « absolument le lire » pour comprendre notre situation. Il avait déjà publié une *Histoire de l'Italie musulmane* en 2011. Son livre s'intitule *Demoni, venti e draghi – Come l'uomo ha*

imparato a vincere catastrofi e cataclismi, Laterza, 2021, 336 pages, 20 euros. (Démons, vents et dragons – Comment l’homme a appris à vaincre les catastrophes et les cataclysmes). Son livre est consacré aux crises sociales, sanitaires, écologiques, économiques du Moyen-Âge, mais il vaut pour aujourd’hui. Au XIVe siècle, le monde a connu une série d’événements naturels dramatiques car ils ont dévasté le monde : épidémies de peste, inondations, petites glaciations, famines ; et pourtant, aussi bien l’Islam que le christianisme et la civilisation chinoise ont su s’y adapter et continuer à évoluer. La grande peste noire fit trembler le monde, doublée de l’instabilité climatique, de l’abaissement des températures, de l’alternance entre sécheresse et inondations, des invasions de sauterelles, dont **Feniello** raconte la description faite par **l’empereur du Saint Empire Charles IV** (1316-1378) en 1338. La peste, transmise par les bacilles communiqués à l’homme à travers les rats et les puces, fut encore aggravée par l’ampleur nouvelle des villes où s’entassaient les pauvres indigents, affamés, sans hygiène, et par les famines qui laissent dans les campagnes des paysans affaiblis, et cela montra combien les êtres humains étaient petits face à la nature, et combien, à comparer avec les structures naturelles, des microorganismes à l’énergie solaire, l’économie humaine n’était elle-même qu’une superstructure fragile, à côté de la politique, de la culture et de la religion. Ainsi croulent les plus grandes civilisations, de celle des Khmers du Cambodge, à celle de la dynastie Yuan en Chine, de celle des pharaons d’Égypte à celle de l’empire byzantin au XVe siècle, déjà l’empire romain au Ve siècle ou le système des deux pouvoirs « universels » de l’Église et de l’Empire à la fin du Moyen-Âge. La deuxième partie du livre est aussi intéressante, montrant que la crise engendre aussi des forces de régénération suivant ce qu’il appelle la direction du dragon (Chine), la direction des vents (Russie et Asie méridionale, et la direction des démons (l’Europe). **Feniello** les recherche et les décrit, tout en insistant sur la complexité des reconstructions dans un monde connecté comme le nôtre. Trouverons-nous les instruments nécessaires pour nous régénérer ?

(Voir aussi nos dossiers : *Milan (peste de 1630)* et *Peste* et ses 6 documents annexes).



5) Faut-il expulser les anciens membres des Brigades Rouges accueillis en France ?

Plusieurs universitaires français ont fait le 19 janvier dernier sur le Monde un appel pour que ne soient pas expulsés de France les anciens membres des Brigade Rouges italiens émigrés en France suite à l’accord de François Mitterrand, c’est pourtant ce que demande le gouvernement italien en accord avec Gérald Darmanin. La cour d’appel de Paris doit décider d’ici le 20 avril 2022.

Cet appel déclare : « Cette demande va à l’encontre des engagements moraux et politiques antérieurement pris à l’égard des centaines des militants italiens venus s’abriter dans notre pays après les années 1970. Elle rompt avec une politique d’asile d’exception pratiquée depuis quarante années par tous les gouvernements français, et dont le président de la République François Mitterrand fut le garant par cette allocution d’avril 1985 à la Ligue des droits de l’homme : « *Les réfugiés italiens (...) ont rompu avec la machine infernale dans laquelle ils s’étaient engagés (...). J’ai dit au gouvernement italien qu’ils étaient à l’abri de sanctions par voie d’extradition.* » On sait aujourd’hui que le gouvernement italien d’alors n’y avait vu que des avantages.

Parfaitement intégrés à la société française, par leur travail, leur famille, leurs enfants, leurs petits-enfants, ayant tourné depuis le siècle dernier la page des pratiques violentes, ces hommes et ces femmes, il faut le dire, font l’objet d’une persécution qui relève bien plus de la vengeance que de la justice. Les présenter comme des individus dangereux, les traiter en



délinquants de droit commun porteurs d'une dangerosité actuelle, est parfaitement absurde et totalement anachronique.

Le symbole même de cette injustice d'Etat est le traitement infligé à **Luigi B.**, pour lequel on fabrique de toutes pièces la qualification de « délinquant d'habitude » afin d'essayer d'annuler une prescription déjà acquise. Il serait question d'œuvre de justice, de soigner les plaies encore ouvertes des années 1970 et de clôturer ainsi ce pan d'histoire violent. Mais comment penser que le système judiciaire, en ciblant quelques individus parmi les acteurs survivants d'une violence multilatérale, dans laquelle avait sombré toute une société, y compris l'appareil d'Etat, puisse guérir les dommages de l'histoire, les blessures de personnes singulières ?

Comme le rappelaient trois juristes, Louis Joinet [1934-2019], Irène Terrel et Michel Tubiana [1952-2021], dans une tribune publiée par *Le Monde* en mars 2019 « **Les asilés italiens ne doivent pas être extradés** » et qui indiquait « *Ce ne sont pas seulement des dossiers, des numéros sur des listes, mais des femmes et des hommes qui ont vécu, vieilli, changé, et qui se sont insérés pacifiquement dans notre pays.* »



Si ces personnes sont extradées, ce n'est pas seulement la prison qui les attend mais, compte tenu de leur âge (de plus de 60 à 78 ans) et pour certains de la durée de la peine à purger, c'est la prison à vie qui les attend. Plus précisément, c'est un arrêt de mort annoncé. La responsabilité morale de cette issue inimaginable retomberait nécessairement sur le gouvernement français ».

Déjà plusieurs militants italiens ont été interpellés à la demande du gouvernement italien, **Marina Petrella, Giorgio Petriostefani, Narciso Manenti, Roberta Capelli, Enzo Calvitti, Giovanni Alimonti** et **Sergio Tornaghi**. Les trois personnes encore recherchées sont **Maurizio Di Marzio, Luigi Bergamin et Raffaele Ventura**, a précisé l'Elysée, qui semble vouloir donner son accord, comme l'a dit **M. Dupond-Moretti**, alors que même **M. Sarkozy** avait refusé l'expulsion de **Marina Petrella**.



Ce projet d'expulsion ne ferait que durcir une situation déjà difficile. Les années 1970 ont été en Italie une période de violence, mais ceux que l'on devrait alors condamner seraient d'abord les néofascistes et ensuite tous les dirigeants Démocrates Chrétiens qui ont pratiqué la « *stratégie de la tension* » et laissé mourir **Aldo Moro**, assassiné par la CIA américaine par l'intermédiaire des Brigades Rouges. Sinon, l'expulsion ne serait qu'un acte de basse vengeance politique qui paraîtrait indigne de politiques honnêtes.

La déclaration de Mitterrand en 1985 :

« *Nous avons environ 300 Italiens réfugiés en France depuis 1976 et qui, depuis qu'ils sont chez nous, se sont « repentis » et auxquels notre police n'a rien à reprocher. Il y a aussi une trentaine d'Italiens qui sont dangereux mais ce sont des clandestins. Il faut donc d'abord les retrouver. Ensuite, ils ne seront extradés que s'il est démontré qu'ils ont commis des crimes de sang. Si les juges italiens nous envoient des dossiers sérieux prouvant qu'il y a eu crime de sang, et si la justice française donne un avis positif, alors nous accepterons l'extradition. (...) Nous sommes prêts à extradier ou à expulser à l'avenir les vrais criminels sur la base des dossiers sérieux.* »

Jean Guichard, 07 février 2022